

## Peretz propose d'envoyer une force multinationale civile au Liban

Yael Ancri

mardi 25 juillet 2006 - 19:19



Le ministre de la Défense, Amir Peretz, a proposé l'établissement d'une force multinationale civile, chargée de remettre le Liban sur pied après la fin de la guerre. Cette force devra empêcher l'Iran de s'imposer à nouveau dans la région en fournissant une aide financière au Liban après la guerre.

"C'est ce que j'ai suggéré à la secrétaire d'Etat et elle s'est montrée très intéressée et enthousiaste," a déclaré Peretz devant la presse à la fin de sa réunion avec Condoleezza Rice mardi après-midi à Jérusalem.

Peretz a expliqué pourquoi il envisageait l'établissement d'une force multinationale civile : "j'ai proposé qu'en plus de la création d'une force multinationale capable d'imposer l'ordre au Liban, nous établissions une force multinationale civile pour empêcher les forces et l'argent iraniens d'entrer dans la région et de pénétrer au sein de la population."

Le ministre de la Défense a ajouté : "Nos forces agissent en vue de créer une zone de sécurité qui sera sous notre contrôle s'il n'y a pas de force multinationale. Nous espérons qu'il y aura un accord permettant d'éloigner le Hezbollah du sud Liban, le contrôle des passages frontaliers entre la Syrie et le Liban, et d'empêcher le passage de nouvelles armes. Et bien sûr cela amènera une force multinationale dotée de capacités lui permettant de faire appliquer l'accord qui sera signé."

A la question d'un des journalistes sur la profondeur en kilomètres de cette zone, Peretz a répondu : "Nous la définissons, on ne peut pas fixer une zone qui soit d'une même profondeur d'un bout à l'autre."

"La profondeur de cette zone change selon la topographie du terrain", a-t-il précisé.

Peretz a résumé sa réunion avec Rice en déclarant

: "La réunion avec la secrétaire d'Etat Rice s'est très bien passée. Elle soutient totalement nos actions. Cependant, nous considérerons en premier lieu les intérêts de l'Etat d'Israël. Ce qui est important c'est de changer la situation, selon laquelle les organisations terroristes peuvent menacer la sécurité de l'Etat et ses divers composants. Nous avons l'intention de faire changer cette réalité."